

Discours d'Eva Joly

5 Mai 2013, place de la Bastille



CRÉDIT PHOTOS ERIC COQUELIN

Je suis heureuse d'être ici avec les dizaines de milliers de militants de la gauche et de l'écologie qui veulent que ça change maintenant, qui veulent que ça change vraiment. Je suis heureuse d'être ici avec celles et ceux qui se battent sur le terrain comme dans les institutions contre les licenciements boursiers, les délocalisations sauvages, contre le nucléaire et les grands projets inutiles, celles et ceux qui se mobilisent pour l'égalité des droits. Je suis heureuse d'être avec celles et ceux qui parce qu'ils défendent la justice défendent l'amnistie sociale. Je suis heureuse d'être ici parce que lorsque nous sommes en mouvement, lorsque nous sommes en marche, nous sommes le peuple de gauche, nous sommes le peuple de l'écologie.

Nous avons la tête dure. Nous ne céderons ni aux menaces, ni aux flatteries, aux intimidations, aux rappels à l'ordre. Nous avons chacun nos histoires, nos traditions politiques, nos réflexes. Nous avons chacun notre vocabulaire et il est parfois très différent. Mais nous ne nous laisserons pas diviser.

Pour nous écologistes, la manifestation du 5 mai n'est pas une mobilisation antigouvernementale, elle doit être un point d'appui pour mener une autre politique.

Depuis des années, les écologistes demandent la limitation stricte du cumul des mandats, le droit de vote des résidents étrangers, l'interdiction d'exercer un mandat politique si on a été condamné pour corruption. Nous demandons plus que la transparence : nous voulons un changement de république.

Nous voulons passer à la sixième république pour construire enfin une république plus exemplaire. Parce que l'affaire Cahuzac ce n'est pas seulement le scandale d'un homme, mais bel et bien la faillite d'un système. C'est ce système que nous voulons changer : il n'y a pas d'un côté la crise économique et de l'autre la crise démocratique : les deux sont liées en France et en Europe, et notre mission est de répondre aux deux. Nous allons malheureusement fêter les 10 ans de l'appel de Paris anti corruption que je signais avec des magistrats de toute l'Europe. Le combat continue. On ne me fera pas croire que j'ai tort, que nous avons tort de vouloir que les citoyens soient respectés et que la démocratie soit défendue contre ceux qui la piétinent.

Plus que jamais, notre République a besoin de transparence, et notre justice doit avoir les moyens de combattre la corruption en toute indépendance. A peine annoncées les mesures promises post Cahuzac sont menacées d'être détricotées dans les antichambres du Sénat.

La transparence ce n'est pas suffisant. Il est temps de mener une opération mains

propres à la française, temps de mettre en place un plan d'urgence contre les affaires, de dresser un cordon sanitaire entre le monde politique et les affaires.

Il faut contraindre les entreprises à révéler leurs activités dans les paradis fiscaux et les banques à transmettre les noms des français qui ouvrent un compte à l'étranger. C'est quand même inimaginable que la France soit en retard sur les États-Unis sur ce point là. J'arrête là mais les mesures sont connues, elles sont sur la table, j'en ai parlé depuis des années.

A celles et ceux qui disent mais vous êtes au gouvernement mais pourquoi êtes vous dans la rue nous répondons : « Pourquoi devrions nous nous taire alors que la colère gronde ? » Nous sommes des acteurs du changement, pas des spectateurs qui devraient attendre tranquillement de voir mener une politique qui ne nous convient pas. Nous sommes partie prenante d'une coalition. Nous avons donc un devoir de solidarité, auquel je m'astreins bien volontiers. Mais la participation des écologistes au gouvernement ne vaut pas quitus : il est normal et nécessaire que nous cherchions à influencer la politique menée. Rien ne se fera si la société ne se réveille pas. Je crois à la société mobilisée. J'en appelle à celles et ceux qui ont soif de changement. Je leur dis que le temps de la résignation est derrière nous. Je leur dis que le meilleur moyen de faire réussir ce gouvernement c'est de lui donner l'énergie nécessaire pour affronter la crise. Un an après l'élection présidentielle nous sommes des millions à attendre une nouvelle politique. Le gouvernement doit tenir compte de ces aspirations, de ce nouveau rapport de force"

François Hollande doit retrouver l'esprit du Bourget, lorsqu'il disait vouloir combattre le pouvoir de l'argent.

Il est temps de faire reculer les lobbies. Il est temps de redonner espoir aux

salariés. Il est temps d'empêcher qu'on sacrifie l'environnement à la logique du court terme.

La majorité doit s'atteler plus fortement à lutter contre le pouvoir de la finance. Le changement demande du courage et un peu d'audace. Pourquoi extraire du champ de compétence de la loi sur les class action les questions de santé et d'environnement? Pourquoi s'obstiner sur le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, aussi aberrant écologiquement qu'économiquement? Pourquoi ne pas voter le texte présenté par le front de gauche sur l'amnistie sociale. Pourquoi avoir adopté un texte si faible sur la loi bancaire ? Si nous ne faisons pas ce qu'attendent des millions de françaises et de français, si nous oublions le mandat qui nous a été donné par les hommes et les femmes de toutes les familles politiques de la gauche et des écologistes qui ont mêlé leur voix pour rendre possible la victoire de François Hollande et de la majorité parlementaire le résultat sera cruel pour le gouvernement, et dangereux pour le pays.

Le désespoir profite toujours aux mêmes : le Front National est en embuscade pour profiter de la crise. Pour le combattre il ne suffit pas de le dénoncer, il faut mener une autre politique.

Il faut changer de cap, accélérer le rythme et amplifier les réformes. Il faut engager de toute urgence la transition écologique en commençant par une nouvelle politique énergétique pour lutter contre le réchauffement climatique. Il faut, et c'est l'objet de notre manifestation de ce jour réformer les institutions pour rendre du pouvoir aux citoyens et lutter contre les affaires. Enfin il faut faire de la question européenne un enjeu majeur en menant l'offensive contre l'Europe libérale. Combattre le Front National en France, c'est aussi combattre tous les nationaux populistes dans toute l'Europe. La bataille contre l'austérité, qui jette les peuples dans les bras des extrémistes est une bataille européenne.

J'ai dit à l'époque mon opposition au TSCG. Mais nous n'en sommes plus là ; ce qui se joue, c'est la nécessité d'entamer enfin le bras de fer pour une réorientation de la construction européenne. Je ne veux pas d'un front anti allemand, mais d'un bloc contre l'austérité. Cela passe notamment par le rejet, par le Parlement Européen, du projet de budget européen qui est un budget d'austérité sans vision autre que comptable. La gauche française peut jouer un rôle décisif dans cette bataille mais elle doit sortir de ces postures. Arrêter de faire croire qu'une réorientation a été enclenchée sans pour autant tomber dans une confrontation de façade. Notre objectif doit être de chasser de droite européenne du pouvoir et cela passe par les élections européennes de 2014. Je dis clairement les choses : les écologistes ne veulent pas moins d'Europe, ils veulent plus d'Europe : une Europe fédérale, sociale, écologiste et solidaire.

Refuser l'austérité, retrouver le chemin du changement, engager des réformes audacieuses, changer de république, combattre les affaires, faire reculer la droite et l'extrême droite, voilà le sens de notre engagement d'aujourd'hui, et des semaines et mois à venir.

Le 5 mai ne doit pas être instrumentalisé par quiconque. La manifestation ne nous appartient pas. C'est aussi aux simples citoyens de se mobiliser. Je ne crois pas aux dynamiques d'appareil. Ce qu'il faut faire c'est dégager des alliances concrètes au parlement ou dans les luttes de terrain, autour de sujets mobilisateurs pour l'ensemble des forces de la gauche et de l'écologie. La gauche ne réussira pas si elle entérine la séparation entre gauche de gouvernement et gauche radicale. Je plaide pour une majorité rouge rose verte. Nous voulons le rassemblement, mais le rassemblement de toute la gauche et des écologistes.

Nous voulons une coalition de l'arc en ciel qui s'appuie sur la société mobilisée,

sur les citoyennes et les citoyens qui veulent le changement pour réussir la transformation écologique et sociale de notre pays et de l'Europe. Ce n'est qu'un début, continuons le combat contre l'austérité, pour la sixième république, contre la corruption et les affaires.